



**Intervention du Professeur Dusan Sidjanski  
à l'occasion de l'inauguration du « Centre de compétences  
Dusan Sidjanski en études européennes »**

*Genève, le 21 octobre 2016*

Chers Amis, Mesdames et Messieurs,

Il faudrait que je prenne la parole. D'abord pour remercier tous les présents et remercier mon équipe conduite par Patricia van Gene qui a organisé des surprises qui n'en finissaient plus. Depuis 13h30, nous sommes engagés avec nos amis de Princeton qui sont arrivés, les deux professeurs les plus distingués de cette institution plus leurs étudiants, leurs futurs doctorants, d'autres qui m'ont fait l'honneur d'être parmi nous. Mes remerciements s'adressent en particulier à Micheline Calmy-Rey : chère Micheline, je suis touché par ta présence. Tu étais mon étudiante distinguée. A un moment donné nous avons eu des opinions divergentes au sujet du Kosovo. Tu n'étais pas la seule. Avec Barroso, et bien d'autres, j'ai eu les mêmes problèmes. Je préconisais une solution confédérale entre, le Kosovo et, la Serbie sous la

garantie de l'Union européenne. Les politiques en ont décidé autrement. Bon, on ne va pas parler de ça d'autant qu'aujourd'hui nous collaborons étroitement dans une ambiance amicale. Je tiens à remercier tous ceux qui sont présents. Je crois que la création de ce Centre de compétences n'est pas seulement un honneur, comme un doctorat honoris causa ou un prix de l'Université, c'est un nouveau début pour moi. Parce que je repars avec la volonté de transmettre un message et d'apporter les leçons de mon expérience aux jeunes étudiants, doctorants et post-docs, chercheurs.

Cette expérience a commencé très tôt, ma thèse a déjà porté en 1954 sur le fédéralisme national et international, et surtout sur l'Europe. Ma rencontre avec Denis de Rougemont en 1956 était un moment crucial. Il m'a immédiatement confié à la fin de notre entretien la rédaction de deux articles dans "L'Europe s'inscrit dans les faits". Je ne vais pas vous décrire tout le cheminement de mon parcours, de ce que j'ai fait et n'ai pas fait, car je trouve qu'il me manque encore beaucoup de choses que je voudrais mener à bien.

Maintenant, le point que je voudrais simplement évoquer. Le Secrétaire d'Etat aux affaires européennes, mon ami Jacques de Watteville, a rappelé les défis et les menaces qui pèsent sur l'Europe. Moi maintenant je me tourne, et je voudrais que ce nouveau Centre analyse de manière très poussée quels sont les véritables défis, comment peut-on y répondre et quel est l'effet de la crise. Car l'Europe a prévu beaucoup de choses, mais elle n'a pas senti venir cette crise en 2008, qui dure et à laquelle une des réponses a été une des grandes erreurs de l'UE, l'austérité. L'austérité, je l'ai vécue en Grèce, je l'ai vécue en Italie, en Espagne, comme au Portugal, dans les pays du Sud, et que je vois maintenant s'imposer en France et ailleurs. Cette austérité a fait le lit pour les mouvements extrémistes, du national-populisme, des extrêmes, de droite notamment. En Grèce, 10% de députés sortent de l'extrême droite néonazie ! Vous avez des mouvements violents à tel point qu'on a l'impression que le Front national est relativement modéré. Ceci m'amène à la question : où allons-nous maintenant ?

Et je commence en quelques mots par vous présenter mon idée. D'abord la Zone euro, car si la Zone euro périclète, si elle est appelée à disparaître, ce que je ne crois pas mais si ça devait être le cas, et bien je suis persuadé que c'en serait fini de l'Europe, de l'Union européenne, et de tout ce que nous avons essayé de bâtir en promettant la paix, la démocratie et la prospérité. Or, la prospérité a été remplacée par la paupérisation des pays du Sud. La Grèce a subi une perte de 25% de la richesse nationale comme conséquence de la politique d'austérité, de sanctions, au lieu de la solidarité. Cette politique a été imposée par une Zone euro qui

fonctionne à l'intergouvernemental, c'est la conclusion de mon ami Moravcsik et de la plupart des universitaires. C'est aussi l'affirmation de la Chancelière allemande ! C'est le contraire de ma conviction.

L'Europe, la grande contribution de Jean Monnet, c'est la méthode communautaire qui est en fait une méthode fédérale. Au moment de la crise, cette méthode a été mise en question. Par qui? Par le Président du Conseil européen dont une des premières décisions a été de créer un groupe de travail auprès du Conseil européen qui exerce la plus haute autorité dans l'Union européenne. Créant cette task force, il a fait dériver le pouvoir vers les Etats membres, vers l'intergouvernemental et a facilité une sorte d'hégémonie financière de l'Allemagne.

Dans l'histoire, nous n'avons jamais connu une monnaie unique sans un pouvoir politique, sans le partage de ce pouvoir souverain. Car la monnaie est le signe de la royauté, du pouvoir dans les différents Etats. C'est un avertissement car nous avons eu recours à un fédéralisme à l'envers en créant une monnaie qui était nue à sa naissance. Non seulement elle n'était pas la création d'une souveraineté partagée, fait que j'ai découvert plus tard, mais elle manquait d'une base de solidarité élémentaire. Or, une monnaie suppose une solidarité, un soutien mutuel, qui dépasse les pays pris séparément. Or, on a attribué dans les traités que les responsabilités en cas de crises incombent aux Etats membres. On a cassé la solidarité, on a adopté les sanctions et l'austérité qui ont fait le lit des extrémismes, des national-populismes et des europhobes ! Ce faisceau de menaces, de défis s'abat en même temps sur l'Union. D'où mon appel à des actions prioritaires exigeant des mesures d'urgence. Certains recommandent une pause de réflexion, d'autres prônent une refonte du Traité de Lisbonne qui prendrait entre quatre et six ans alors que le temps presse. J'opte pour une action immédiate par la voie de la « coopération renforcée » qui peut être utilisée au niveau de la Zone euro. Il s'agirait de former un noyau politique puissant avec les membres de la Zone euro prêts à s'engager dans cette action décisive pour sauver l'euro et pour redonner un élan vital à l'Union. A présent que la Grande-Bretagne va nous quitter, c'est le moment de relancer cette Europe en donnant de l'espoir, en montrant une énergie à partir même d'un noyau engagé totalement pour une Union européenne et pour l'avenir de l'Europe toute entière. Voilà comment se définit mon espoir.

Placé au cœur de la Zone euro, cette Zone des 19 qui est la pionnière et qui constitue une avant-garde selon l'expression de Jacques Delors, et qui paradoxalement fonctionne à l'intergouvernemental ! Cette méthode qui assure la domination des grands Etats aux dépens

des petits Etats membres de la Zone euro. Les petits et moyens Etats membres qui ont le plus souffert, même ceux qui semblaient être prospères et qui ont bénéficié des aides de l'Union européenne.

Nous sommes maintenant dans une situation où il faut relancer l'espoir en Europe à la lumière des résultats positifs. Est-il besoin de vous dire ma profonde satisfaction de vivre ce moment et d'apporter ma contribution au Global Studies Institute que dirige mon ami le Professeur Schwok. Pourquoi? Parce que c'est un Institut à vocation globale. De fait, il est important pour les Européens de se rendre compte que notre culture, notre civilisation, ne pourra pas garder son rayonnement dans le monde sans avoir un support de l'intégration européenne. Dans l'histoire vous avez ces mouvements parallèles entre culture et intégration, création des nations, des Etats et des communautés d'Etats qui sont à la fois la source d'un élan collectif et du rayonnement de leurs cultures. Dans cet esprit, il me semble fondamental de ne pas appliquer la méthode fonctionnaliste qui ignore l'essentiel à savoir les valeurs fondamentales de démocratie et droits humains. L'Europe a de véritables valeurs et c'est là la clé de son progrès : la reconnaissance de la personne et des communautés de personnes. Cela nous différencie ou rapproche d'autres cultures avec lesquelles il faut entamer un dialogue des cultures. Car sans le dialogue des cultures, nous nous limitons à des coopérations technologiques et scientifiques, ce n'est pas suffisant. Notre science fait partie intégrante de notre culture dont elle est le produit direct. Elle s'inscrit dans un ensemble où aussi bien la philosophie que la religion, la science et la technologie, les arts et l'architecture, l'organisation de la Cité, de l'état et de la communauté des Etats forment notre héritage selon la définition globale que Denis de Rougemont a légué aux Européens et au monde. Cette culture européenne est une culture de dialogue en elle-même et avec d'autres cultures. Elle contient des oppositions, des tensions en Europe. Dans d'autres régions que nous connaissons, l'opposition n'existe souvent pas. Il y a une sorte de doctrine unilatérale dominée par une pensée unique. D'où la nécessité du dialogue avec d'autres cultures en Chine, Asie, Inde, Afrique, Amérique latine et Amérique du Nord ! Il est urgent de développer des dialogues des cultures à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Europe.

La culture européenne se caractérise par des valeurs communes, un noyau commun et la très grande diversité en même temps. Ce sont ces deux mouvements en apparence contradictoires, en tension, qui sont fondamentaux en Europe.

Or, aller vers l'intergouvernemental, vers le fonctionnel, c'est perdre l'avantage car notre fédéralisme européen en formation est défini par la substance. Si vous comparez la Fédération de Russie, la fédération de différents pays d'Amérique Latine, la forme y est au mépris de la substance. D'où la grande différence avec l'Union soviétique « fédération des Etats et des Républiques » qui, en substance, était un régime de dictature et d'idéologie totalitaire.

Tenons-nous fermement à nos valeurs fondamentales sur lesquelles repose l'avenir de l'Europe ?

Je voudrais souligner le fait que toutes les menaces et tous les défis qui ont été mentionnés tout à l'heure ne trouvent pas réponses dans les traités en vigueur. Il y a un début de réponse mais la conclusion que j'en tire est que l'Union n'a pas de pouvoirs régaliens, de partage de souveraineté dont elle a besoin face aux menaces qui s'abattent sur elle. La réponse pour moi c'est qu'il faut créer un noyau doté d'une capacité politique c'est-à-dire globale, d'où la création du Centre de compétences au sein du GSI. A présent, je constate une convergence des menaces en direction de l'Europe. Plus le temps passe, plus il sera difficile d'affronter ces menaces. A titre d'exemple, la question des flux migratoires risque de durer longtemps provoqué par des conflits qui sont aux portes de l'Europe. Celle-ci représente une région privilégiée qui attire les populations chassées par la guerre ou par la faim et le dénuement. Ce paradis, la Suisse en tête, exerce une forte attraction sur les populations pauvres.

A mon âge, j'entre dans la troisième phase de ma vie avec la création du Centre dont je porte la responsabilité. C'est un début, ce n'est pas une fin. Je remercie mes amis et toutes les personnes ici présentes. Je compte sur leur soutien et leur collaboration. Nous avons en quelque sorte une mission aux côtés de la Suisse dont l'expérience du fédéralisme nous est précieuse, sans tomber pour autant dans la prétention qu'elle est un modèle pour l'Europe. L'UDC, bien qu'en léger déclin, demeure quand même le premier parti dans notre pays. Elle lutte contre les bilatérales et pour la primauté du droit suisse sur le droit international. Or, la Suisse compte sur les normes internationales et sur les échanges avec l'Union européenne et ses membres qui l'entourent.

C'est un peu l'avenir tel que je le vois. Mais je le répète, je pense que l'Europe a besoin d'une forte impulsion pour retrouver son élan vital. Le temps lui est compté. Quant au Brexit qui est engagé, il peut entraîner à son tour la sortie de l'Ecosse du Royaume-Uni pour rester dans l'Union européenne. Les problèmes de l'Irlande sont lancinants car la guerre a été stoppée, le

développement a repris grâce à l'Union européenne. Va-t-on revenir à des guerres de frontières ? Non, c'est pourquoi le Brexit va porter préjudice non seulement au commerce et à nos relations mais risque de provoquer l'éclatement du Royaume-Uni.

Il faut voir dans une perspective d'avenir et les possibilités qui s'offrent à nous pour relancer cette Europe. Je crois à un noyau dynamique donnant espoir aux jeunes et à un projet portant nos valeurs. Mais il faut accepter qu'à ce moment-là, il faut avoir des mesures de contraintes à l'égard de ceux qui se sont éloignés tout en étant membres de l'Union européenne tels que la Hongrie, suivie par la Pologne. Elles font peser des menaces sur nos valeurs. D'où ma croyance personnelle que l'avenir est entre nos mains mais encore faut-il le saisir.

Grâce à l'Institut d'études globales et au Centre de compétences, nous aurons des instruments scientifiques qui nous permettront d'analyser la situation, d'établir un diagnostic et d'être un acteur au plan de la société européenne sans nous enfermer dans la Tour académique.

Je vous remercie de tout cœur.

Dusan Sidjanski